

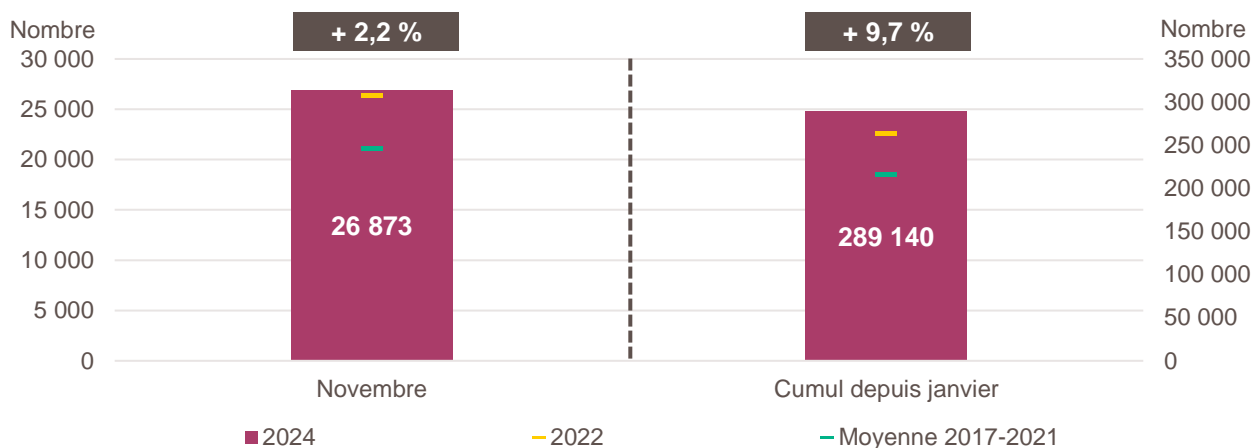
LA CRÉATION D'ENTREPRISE EN ÎLE-DE-FRANCE

CHIFFRES DE NOVEMBRE 2024

Avertissement : les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : documentation de l'Insee

Création d'entreprise en Île-de-France en novembre 2024 et cumul depuis le début de l'année



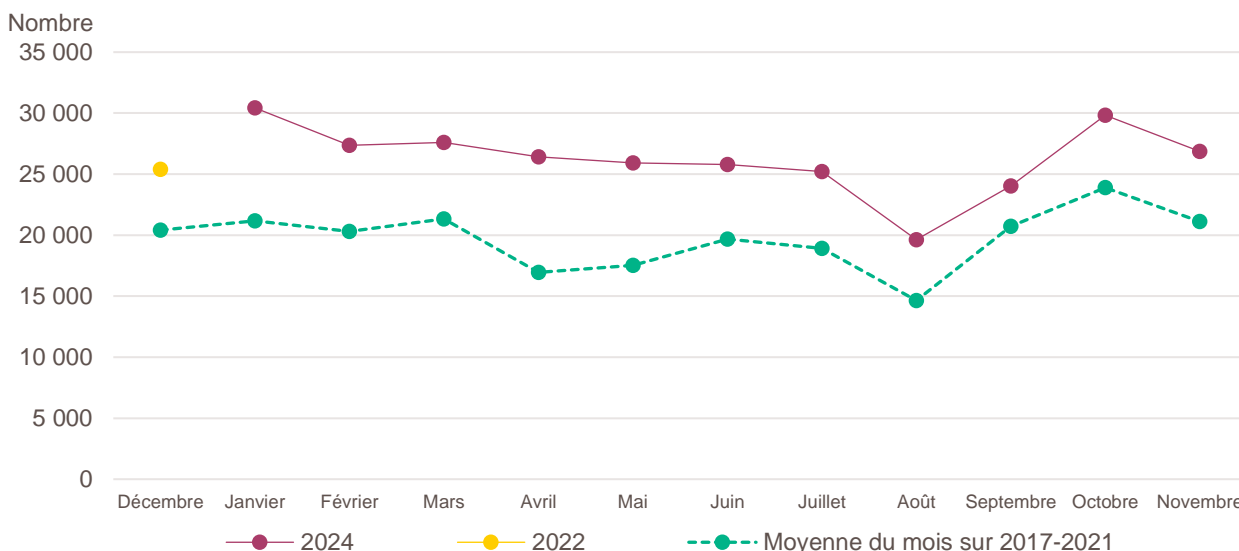
Lecture de la partie gauche : en novembre 2024, 26 873 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit + 2,2 % par rapport aux 26 302 de novembre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 21 123 pour le mois de novembre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 289 140, soit + 9,7 % par rapport aux 263 470 de janvier à novembre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et novembre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 216 251 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



Lecture : en décembre 2022, 25 402 entreprises ont été créées en Île-de-France et 20 423 en moyenne pour les mois de décembre 2017 à 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Activités secondaires	2 298	45,6	- 4,3	+ 6,4
Industrie	669	57,4	+ 1,8	+ 15,2
Construction	1 629	40,7	- 6,5	+ 3,3
Activités de type commerce	5 750	59,8	+ 8,3	+ 18,0
Commerce de détail	2 573	65,3	+ 22,9	+ 19,9
Commerce de gros	562	36,3	- 23,8	- 22,3
Commerce de bouche ^a	63	44,4	+ 18,9	+ 43,3
Commerce et réparation automobiles	542	44,1	+ 31,6	+ 38,5
Hébergement	101	43,6	+ 40,3	+ 87,9
Restauration	658	45,0	+ 11,9	+ 28,4
Services en direction des personnes	1 251	75,7	- 7,5	+ 25,1
Activités de type services	18 825	61,1	+ 1,3	+ 7,8
Immobilier	724	41,2	- 4,0	- 14,9
Transports et entreposage	3 863	84,7	+ 41,5	+ 42,4
Activités scientifiques et techniques	5 154	53,7	- 21,7	- 16,1
Activités de soutien aux entreprises	3 046	59,3	+ 55,3	+ 62,1
Information et communication	2 117	59,5	- 11,8	+ 22,3
Enseignement	1 381	81,8	- 0,1	- 1,6
Arts, spectacles et activités récréatives	837	68,2	- 4,2	+ 12,4
Santé humaine et action sociale ^b	858	38,7	- 13,3	- 10,4
Activités financières et d'assurance	845	7,8	- 8,4	- 3,4
Activités des sociétés holding	163	0,0	- 0,6	- 28,0
Total Île-de-France	26 873	59,5	+ 2,2	+ 9,7

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en novembre 2024, 669 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 57,4 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 1,8 % par rapport à novembre 2022 et un nombre cumulé sur janvier-novembre 2024 en hausse de + 15,2 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

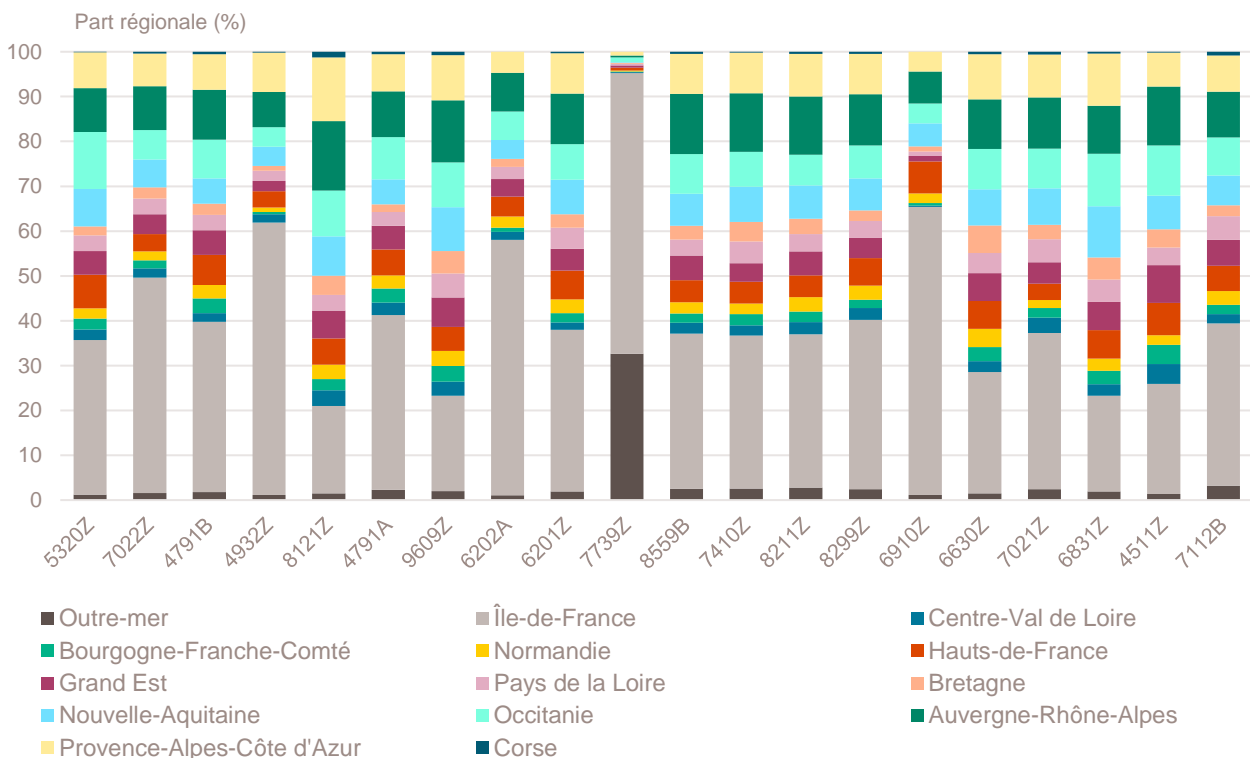
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 514	99,0	+ 51,7
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 248	51,2	- 32,6
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	949	78,6	+ 46,7
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	876	50,3	+ 21,5
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	756	84,7	+ 55,6
4791A-Vente à distance sur catalogue général	684	79,4	+ 40,5
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	648	86,6	- 13,3
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	642	46,4	- 1,4
6201Z-Programmation informatique	606	62,9	- 23,5
7739Z-Loca et loca-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	582	1,4	+ 139,5
8559B-Autres enseignements	547	93,4	- 5,4
7410Z-Activités spécialisées de design	469	76,8	- 29,3
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	460	80,9	+ 123,3
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	452	84,7	+ 53,2
6910Z-Activités juridiques	450	6,0	+ 0,4
6630Z-Gestion de fonds	422	0,0	- 1,4
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	416	79,8	- 47,9
6831Z-Agences immobilières	373	77,5	+ 2,8
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	334	42,8	+ 49,1
7112B-Ingénierie, études techniques	316	65,2	+ 39,8

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, novembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

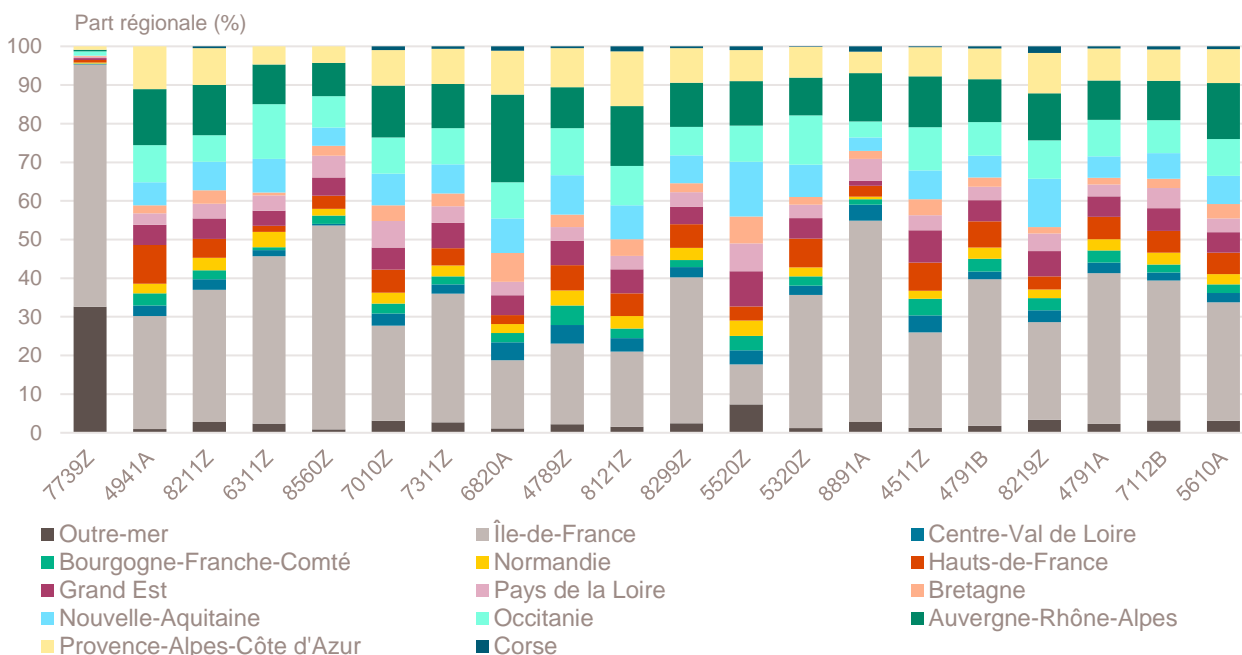
Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %
7739Z-Loca et loca-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	582	1,4	+ 139,5
4941A-Transports routiers de fret interurbains	291	88,7	+ 138,5
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	460	80,9	+ 123,3
6311Z-Traitement de données, hébergement et activités connexes	55	65,5	+ 120,0
8560Z-Activités de soutien à l'enseignement	123	92,7	+ 115,8
7010Z-Activités des sièges sociaux	258	0,0	+ 101,6
7311Z-Activités des agences de publicité	209	69,4	+ 67,2
6820A-Location de logements	45	0,0	+ 60,7
4789Z-Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	144	91,0	+ 58,2
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	756	84,7	+ 55,6
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	452	84,7	+ 53,2
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	52	30,8	+ 52,9
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 514	99,0	+ 51,7
8891A-Accueil de jeunes enfants	75	89,3	+ 50,0
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	334	42,8	+ 49,1
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	949	78,6	+ 46,7
8219Z-Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	89	87,6	+ 41,3
4791A-Vente à distance sur catalogue général	684	79,4	+ 40,5
7112B-Ingénierie, études techniques	316	65,2	+ 39,8
5610A-Restauration traditionnelle	206	45,1	+ 39,2

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 42 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, novembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

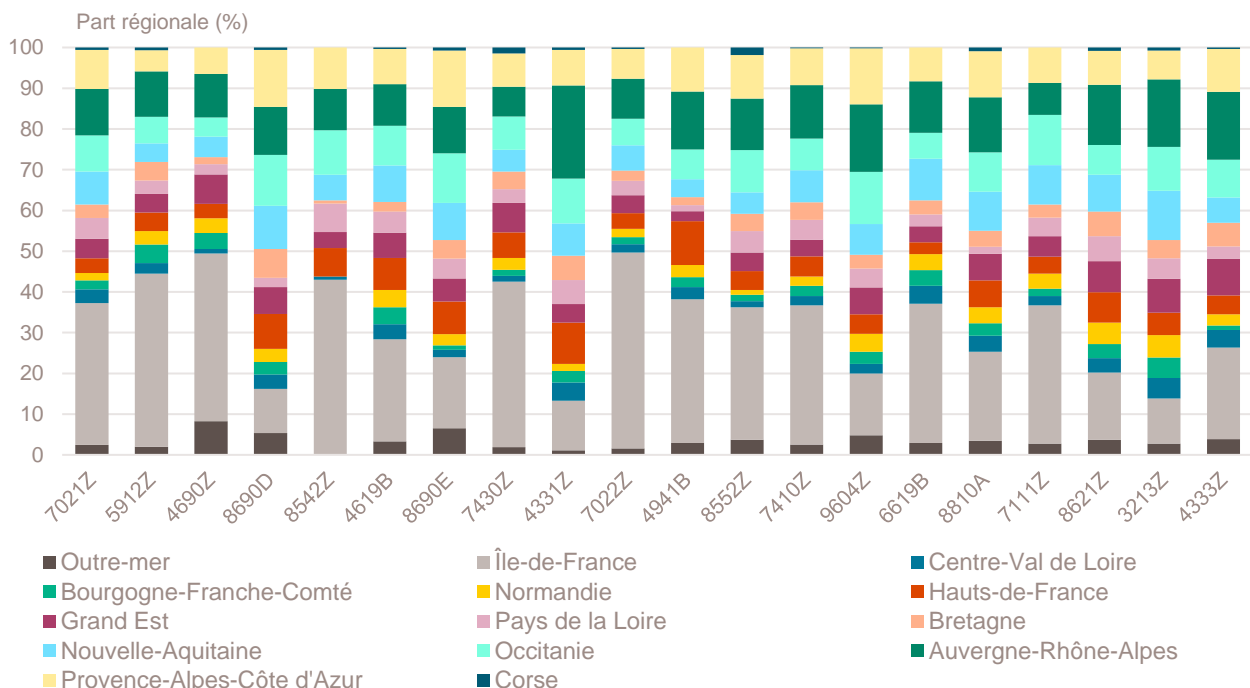
Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	416	79,8	- 47,9
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	65	83,1	- 47,6
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	115	19,1	- 41,9
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	71	11,3	- 41,8
8542Z-Enseignement supérieur	55	90,9	- 41,5
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	137	76,6	- 39,6
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	96	31,3	- 36,8
7430Z-Traduction et interprétation	84	86,9	- 34,9
4331Z-Travaux de plâtrerie	43	46,5	- 32,8
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 248	51,2	- 32,6
4941B-Transports routiers de fret de proximité	72	11,1	- 31,4
8552Z-Enseignement culturel	106	87,7	- 30,3
7410Z-Activités spécialisées de design	469	76,8	- 29,3
9604Z-Entretien corporel	76	81,6	- 26,2
6619B-Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	70	45,7	- 25,5
8810A-Aide à domicile	50	86,0	- 25,4
7111Z-Activités d'architecture	74	62,2	- 25,3
8621Z-Activité des médecins généralistes	97	2,1	- 24,2
3213Z-Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	44	88,6	- 24,1
4333Z-Travaux de revêtement des sols et des murs	58	55,2	- 23,7

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 42 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, novembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Entreprises individuelles	17 804	66,3	- 2,9	+ 12,6
Micro-entrepreneurs	15 987	59,5	- 1,9	+ 14,6
Entreprises individuelles classiques	1 817	6,8	- 10,8	- 2,2
Sociétés	9 069	33,7	+ 13,8	+ 3,9
SARL & EURL	1 198	4,5	- 18,7	- 17,4
SAS & SASU	6 873	25,6	+ 18,4	+ 9,6
SCI	17	0,1	+ 325,0	+ 481,4
Autres ^a	981	3,7	+ 42,8	- 3,7
Total Île-de-France	26 873	100,0	+ 2,2	+ 9,7

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon leur implantation rurale ou urbaine

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	- 100,0	- 21,4
Rurale éloignée peu dense	1	0,0	- 50,0	- 2,6
Rurale périphérique très peu dense	51	0,2	+ 4,1	+ 6,1
Rurale périphérique peu dense	510	1,9	- 6,3	+ 4,1
Bourg	2	0,0	- 50,0	+ 6,3
Petite ville	13	0,0	- 7,1	- 2,5
Urbaine périphérique peu dense	284	1,1	- 15,2	+ 1,3
Urbaine dense	1 994	7,4	- 8,0	+ 2,5
Urbaine très dense	24 018	89,4	+ 3,6	+ 10,7
Total Île-de-France	26 873	100,0	+ 2,2	+ 9,7

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	16	0,1	+ 14,3	- 1,1
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	2 046	7,6	- 5,1	+ 8,4
Petites villes de demain (PVD)	346	1,3	- 9,9	+ 2,4
Actions cœur de ville (ACV)	1 081	4,0	- 11,9	+ 7,6

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 125	66,0	+ 5,2	+ 4,0
01 - Ain	806	68,5	+ 14,8	+ 9,0
03 - Allier	308	61,7	+ 23,2	+ 5,5
07 - Ardèche	334	67,7	- 1,5	- 0,9
15 - Cantal	116	53,4	+ 8,4	+ 10,8
26 - Drôme	673	65,8	+ 9,6	+ 4,0
38 - Isère	1 749	67,2	+ 8,4	+ 3,3
42 - Loire	891	64,4	+ 12,2	+ 5,0
43 - Haute-Loire	200	59,0	+ 1,0	+ 4,7
63 - Puy-de-Dôme	696	65,4	+ 4,0	- 1,1
69 - Rhône	3 383	66,2	+ 0,5	+ 4,2
73 - Savoie	714	64,8	+ 5,9	+ 4,0
74 - Haute-Savoie	1 255	67,3	+ 0,2	+ 3,9
Bourgogne-Franche-Comté	2 610	64,4	+ 7,3	+ 9,8
21 - Côte-d'Or	586	63,3	+ 10,6	+ 9,4
25 - Doubs	508	63,2	+ 2,2	+ 10,3
39 - Jura	273	68,9	+ 25,2	+ 10,0
58 - Nièvre	153	61,4	- 0,6	+ 9,6
70 - Haute-Saône	164	61,0	- 1,2	+ 8,3
71 - Saône-et-Loire	490	64,5	+ 0,2	+ 7,2
89 - Yonne	314	66,2	+ 12,1	+ 14,7
90 - Territoire-de-Belfort	122	68,0	+ 24,5	+ 10,6
Bretagne	3 519	59,7	+ 13,4	+ 7,3
22 - Côtes-d'Armor	605	58,8	+ 21,7	+ 11,3
29 - Finistère	847	61,4	+ 22,0	+ 9,6
35 - Ille-et-Vilaine	1 289	60,1	+ 9,2	+ 4,3
56 - Morbihan	778	57,7	+ 6,3	+ 6,7
Centre-Val de Loire	2 642	65,2	+ 9,1	+ 7,4
18 - Cher	250	66,8	+ 1,6	+ 2,4
28 - Eure-et-Loir	436	60,8	+ 7,4	+ 8,6
36 - Indre	166	69,3	- 0,6	+ 10,4
37 - Indre-et-Loire	680	66,9	+ 7,3	+ 2,4
41 - Loir-et-Cher	282	56,7	- 2,8	+ 3,8
45 - Loiret	828	67,8	+ 22,1	+ 14,5
Corse	540	65,2	+ 28,0	+ 6,9
2A - Corse-du-Sud	275	64,0	+ 24,4	+ 4,3
2B - Haute-corse	265	66,4	+ 31,8	+ 9,8
Grand Est	5 648	65,7	+ 6,5	+ 6,7
08 - Ardennes	257	61,1	+ 23,0	+ 6,9
10 - Aube	288	69,4	- 1,4	+ 0,2
51 - Marne	579	62,2	+ 1,0	+ 4,0
52 - Haute-Marne	121	58,7	- 1,6	+ 3,2
54 - Meurthe-et-Moselle	793	66,6	+ 15,3	+ 12,8
55 - Meuse	138	55,8	+ 7,8	+ 15,7
57 - Moselle	970	72,7	+ 5,3	+ 8,5
67 - Bas-Rhin	1 369	62,9	+ 3,1	+ 3,8
68 - Haut-Rhin	761	69,6	+ 4,0	+ 6,8
88 - Vosges	372	59,9	+ 20,4	+ 10,1

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Hauts-de-France	5 650	65,5	+ 8,4	+ 6,5
02 - Aisne	386	68,4	+ 13,2	+ 14,3
59 - Nord	2 765	65,5	+ 5,5	+ 5,5
60 - Oise	871	65,9	+ 16,4	+ 8,3
62 - Pas-de-Calais	1 190	65,2	+ 12,2	+ 7,1
80 - Somme	438	62,6	- 0,5	+ 1,4
Île-de-France	26 873	59,5	+ 2,2	+ 9,7
75 - Paris	9 832	47,5	+ 20,5	+ 15,3
77 - Seine-et-Marne	2 007	67,6	- 2,0	+ 6,3
78 - Yvelines	2 129	68,0	- 10,1	+ 4,6
91 - Essonne	1 858	70,2	- 9,5	+ 3,3
92 - Hauts-de-Seine	2 941	60,7	- 9,4	+ 4,2
93 - Seine-Saint-Denis	3 528	67,7	- 2,3	+ 14,1
94 - Val-de-Marne	2 575	66,3	- 2,6	+ 9,2
95 - Val-d'Oise	2 003	66,5	- 8,0	+ 6,1
Normandie	2 971	64,9	+ 5,0	+ 6,3
14 - Calvados	721	59,5	+ 8,1	+ 5,1
27 - Eure	553	68,0	+ 6,8	+ 4,7
50 - Manche	341	60,7	- 7,8	+ 12,0
61 - Orne	191	69,1	- 5,4	+ 8,0
76 - Seine-Maritime	1 165	67,2	+ 8,7	+ 5,7
Nouvelle-Aquitaine	7 496	68,0	+ 8,7	+ 4,4
16 - Charente	361	65,9	+ 26,7	+ 9,0
17 - Charente-Maritime	680	67,1	- 1,9	+ 0,7
19 - Corrèze	272	64,0	+ 39,5	+ 7,0
23 - Creuse	97	66,0	+ 24,4	+ 12,4
24 - Dordogne	435	68,7	- 7,4	+ 0,2
33 - Gironde	2 944	72,6	+ 15,6	+ 7,5
40 - Landes	472	66,9	+ 0,4	+ 7,4
47 - Lot-et-Garonne	346	62,7	- 2,8	+ 1,0
64 - Pyrénées-Atlantiques	803	65,0	- 2,1	- 1,3
79 - Deux-Sèvres	329	61,1	+ 39,4	+ 7,0
86 - Vienne	415	65,8	- 3,0	- 4,7
87 - Haute-Vienne	342	58,5	+ 6,9	+ 8,4
Occitanie	8 751	68,4	+ 15,9	+ 7,0
09 - Ariège	153	69,9	- 11,0	+ 0,7
11 - Aude	440	68,0	+ 3,5	+ 5,2
12 - Aveyron	228	57,5	- 3,8	+ 3,4
30 - Gard	1 110	69,2	+ 25,3	+ 7,2
31 - Haute-Garonne	2 587	71,5	+ 30,0	+ 12,6
32 - Gers	186	62,9	+ 11,4	+ 0,4
34 - Hérault	2 115	67,6	+ 10,1	+ 5,3
46 - Lot	157	68,8	+ 12,1	+ 2,5
48 - Lozère	49	67,3	+ 11,4	+ 9,4
65 - Hautes-Pyrénées	250	66,8	+ 16,8	+ 2,2
66 - Pyrénées-Orientales	715	68,3	+ 4,4	+ 7,2
81 - Tarn	466	66,1	+ 12,3	+ 6,1
82 - Tarn-et-Garonne	295	61,4	+ 15,7	+ 0,6

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Novembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution novembre 2022-2024 %	Évolution janvier à novembre 2022-2024 %
Pays de la Loire	3 915	64,2	+ 6,7	+ 2,8
44 - Loire-Atlantique	1 747	64,9	+ 7,5	- 1,2
49 - Maine-et-Loire	826	65,3	+ 10,4	+ 4,5
53 - Mayenne	234	63,7	+ 0,0	+ 9,9
72 - Sarthe	499	62,3	+ 6,9	+ 12,0
85 - Vendée	609	62,4	+ 2,4	+ 2,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 770	65,5	- 4,1	- 2,9
04 - Alpes-de-Haute-Provence	187	71,1	+ 0,0	- 4,4
05 - Hautes-Alpes	187	63,6	- 5,6	- 9,9
06 - Alpes-Maritimes	2 110	66,6	- 7,7	- 3,2
13 - Bouches-du-Rhône	3 572	63,6	- 11,9	- 6,9
83 - Var	1 812	65,1	+ 10,4	+ 1,3
84 - Vaucluse	902	70,7	+ 16,4	+ 8,7
France métrop. hors Île-de-France	63 637	65,8	+ 6,8	+ 4,5
France métropolitaine	90 510	63,9	+ 5,4	+ 5,9
France d'outre-mer	2 875	48,7	+ 1,6	- 1,3
971 - Guadeloupe	766	52,2	+ 7,4	+ 2,4
972 - Martinique	684	32,7	- 0,3	- 14,1
973 - Guyane	334	51,8	+ 43,3	+ 15,8
974 - La Réunion	952	57,4	- 7,3	+ 2,5
976 - Mayotte	139	41,7	- 18,2	- 11,3
France entière	93 385	63,5	+ 5,3	+ 5,7

Lecture : en novembre 2024, 3 915 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 64,2 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 6,7 % par rapport à novembre 2023. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-novembre 2024 a augmenté de + 2,8 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2023.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du système d'information de la démographie des entreprises (SIDE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 24/12/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres de novembre 2024. Bpifrance Création, décembre 2024 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.